

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de la Réglementation et de  
l'Environnement

**LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

prescriptions complémentaires relatives  
à la surveillance des eaux souterraines

**Société KODAK SAS**  
**71100 CHALON SUR SAONE**

N° DLPE-BENV. 2015-167-8

**VU** le code de l'environnement, en particulier son article R. 512-39-3 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 97/2785/2-2 du 4 septembre 1997 autorisant la société KODAK INDUSTRIE SA à exploiter un établissement de fabrication de produits photographiques et de revalorisation de l'argent sur le territoire des communes de CHALON SUR SAONE, FRAGNES, CHAMPFORGEUIL, CRISSEY et VIREY LE GRAND, complété par :

- l'arrêté préfectoral n° 98/3305/2-2 du 1<sup>er</sup> septembre 1998 prescrivant la réalisation d'une étude de diagnostic initial de la pollution du site et d'une évaluation simplifiée des risques ;
- l'arrêté préfectoral n° 03/0779/2-3 du 4 avril 2003 prescrivant la réalisation d'une étude technico-économique relative à la mise en conformité des installations d'incinération de déchets non dangereux (incinérateur arrêté en 2004) ;
- l'arrêté préfectoral n° 09-03261 du 23 juillet 2009 prescrivant la surveillance des eaux souterraines jusqu'au 31 décembre 2012 ;

**Considérant** la déclaration du 17 janvier 2007 de la société KODAK INDUSTRIE de la cessation définitive de l'ensemble des activités du site ;

**Considérant** le dossier de cessation totale d'activité transmis le 29 mars 2007 et complété par :

- le dossier transmis en mai 2007 relatif à l'extraction de cuves enterrées près du bâtiment 24 ;
- le dossier transmis le 13 décembre 2007 relatif au diagnostic des sols au droit du bassin de décantation de l'ancienne station argent (bâtiment 32) ;
- le dossier transmis le 13 décembre 2007 relatif au diagnostic des sols de l'ancien bâtiment 19 ;
- le dossier transmis le 15 mai 2008 relatif au plan de gestion de la zone « ESTAR » ;
- le dossier transmis le 30 septembre 2008 relatif au plan de gestion de la zone « Grandes Largeurs » ;
- le dossier transmis le 11 décembre 2008 relatif à la réhabilitation de la zone « ESTAR » ;
- le dossier transmis le 17 mars 2009 relatif à la réhabilitation de la zone « Grande Largeur » ;

**Considérant** la déclaration du 5 janvier 2009 de changement de dénomination de la société KODAK INDUSTRIE SA au profit de la maison-mère KODAK SA, suite à la fusion-absorption par cette dernière,

**Considérant** la déclaration du 23 juin 2009 de changement de dénomination de la société KODAK SA au profit de KODAK SAS,

**Considérant** le bilan de la surveillance des eaux souterraines transmis par KODAK SAS en date du 11 juillet 2013 et complété le 27 mars 2014,

**Considérant** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 22 avril 2014,

**Considérant** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 21 mai 2015 au cours duquel l'exploitant a été entendu ,

**Considérant** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté adressé le 22 mai 2015 ;

**Considérant** que plusieurs substances présentent dans les eaux souterraines des concentrations supérieures aux valeurs de gestion réglementaires s'appliquant à la qualité des substances chimiques dans les eaux destinées à la consommation humaine,

**Considérant** que la concentration de plusieurs substances polluantes a fluctué pendant la période de surveillance mais reste du même ordre que les teneurs mesurées en début de période,

**Considérant** que cette absence d'évolution sur la première période de surveillance témoigne de la présence de pollutions résiduelles non atténuées et mobilisables,

**Considérant** qu'il appartient à l'exploitant de s'assurer, par l'intermédiaire d'un programme de surveillance, de l'absence, à terme, de pollutions résiduelles,

**SUR** proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société **KODAK SAS** dont le siège social est sis 108-112 avenue de la Liberté, 94700 Maisons-Alfort est tenue, pour le site qu'elle a exploité sur le territoire des communes de CHALON SUR SAONE et FRAGNES, de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2**

#### **2.1. Modalités**

Des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines sont disposés en amont et en aval hydraulique du site par rapport au sens d'écoulement de la ou des nappe(s) aquifère(s) sous-jacente(s). L'emplacement des piézomètres est défini sur les plans 1 et 2 annexés au présent arrêté. Toute modification d'emplacement est réalisée en accord avec l'inspection des installations classées et est justifiée.

Sur la base des piézomètres et des paramètres définis en annexe 3 du présent arrêté, l'exploitant réalise un suivi semestriel (hautes eaux et basses eaux) des eaux souterraines jusqu'au 31 décembre 2019.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement, ainsi que les paramètres suivants : pH, oxygène dissous, potentiel d'oxydoréduction, température, conductivité.

## 2.2. Transmission des résultats

Les résultats des analyses pratiquées sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés.

Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, par exemple sous forme d'histogramme, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées. S'il y a lieu, le bilan présente les propositions d'actions correctives que la situation rendrait nécessaires.

Toute modification d'emplacement n'est réalisée qu'après justification et avec l'accord de l'inspection des installations classées.

A l'issue de la dernière campagne d'analyses réalisée en 2019, l'exploitant adresse un rapport de synthèse qui reprend l'historique des mesures antérieures et en examine et commente l'évolution pour chaque paramètre et chaque piézomètre. Il proposera, en le justifiant, la prolongation, la modification, voire l'arrêt de la surveillance.

## Article 3

Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains, situés dans les périmètres de protection des captages d'eau destinée à l'alimentation humaine ou interceptant plusieurs aquifères superposés, KODAK SAS communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, KODAK SAS en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les forages, puits, ouvrages souterrains se trouvant dans les autres cas, KODAK SAS communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage

## **Article 4 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Chalon-sur-Saône pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société KODAK SAS .

#### **Article 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.


#### **Article 5 – Exécution et copies**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, MM. les maires de Chalon-sur-Saône et Fragnes, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, unité territoriale de Saône-et-Loire à Mâcon,

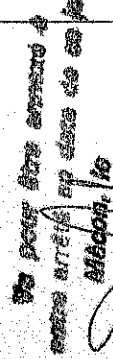
MACON, le

**16 JUIN 2015**

LE PREFET,

 Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN



Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire  
Catherine SÉQUIN

CARTE PIEZOMETRIQUE DU ST COSME SUPERIEUR (NOVEMBRE 2012)

**US**





## BILAN DE LA SURVEILLANCE

CHALON-SUR-SAONE

KODAK

**FIGURE 1**

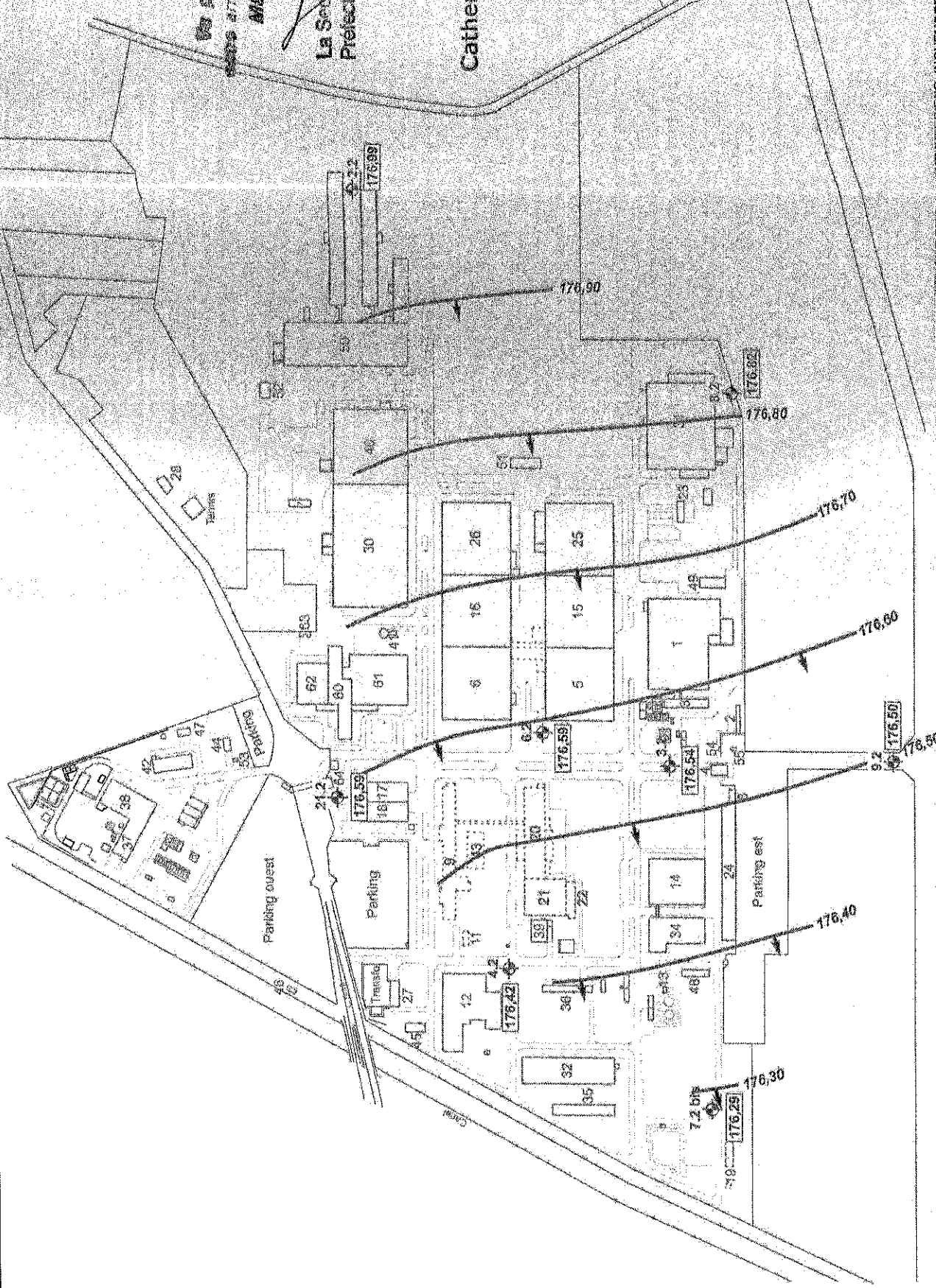
### Légende

- 10.1  Piézomètre installé dans le St Cosme supérieur  
 Piézomètre détruit (hors d'usage)  
 186,50  Altitude du toit de la nappe (m NGF)  
 Direction et sens d'écoulement de la nappe

0 50 100 m  
Echelle approximative.

Un pour tous et tous pour un  
Maison 106 JUN 2015  
La Société Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire  
Maison 106 JUN 2015  
Maison 106 JUN 2015

**Catherine SÉGUIN**



CARTES POSTALES  
PIEZOMETRIQUE DU ST COSME INTERIEUR (NOVEMBRE 2012)

20

BILAN DE LA SURVEILLANCE

CHALON-SUR-SAONE

Figure 1

Echelle, van barro d'achelle	Format A3
Date	FEVRIER 2014
Proy	43742456
Ref	OBR-RAP-14-00805
Dess	MCM
	Vent SLW
	FIGURE 2

### Lémenée

piézomètre installé dans le St Cosme inférieur.

Altitude du toit de la nappe (m NGF)

Direction et sens d'écoulement de la nappe.

$\sigma$	50	100 m
0		

*Echella approximativa*

# ANNEXE 3

## Liste des piézomètres et des paramètres à surveiller

Paramètres	Manganèse	Arsenic	Nickel	Sulfates	Hydrocarbures totaux	1,1 dichloroéthylène	1,2 dichloroéthylène (1,1 DCE)	Dichlorométhane (DCM)	Méthyl Terto Butyl-Ether (MTBE)	Tétrachloroéthylène	Trichloroéthylène	Toluène	Chlore de vinyl	Di-isopropyl-Ether	Diphényl ether	Biphényl
<b>Piezomètres Nappe du Saint-Cosme supérieur</b>																
2.1																
13.1																
8.1																
10.1																
12.1																
9.1			X			X			X			X				
11.1																
7.1																
15.1		X	X			X			X			X				
20.1			X			X			X			X				
19.1		X	X			X			X			X				
18.1																
17.1																
24.1		X	X			X			X			X				
14.1bis																
4.1			X			X			X			X		X	X	
25.1			X			X			X			X		X	X	
3.1			X			X			X			X				
<b>Piezomètres</b>																
2.2																
8.2																
9.2			X			X			X			X				
7.2bis																
4.2																
21.2		X														
6.2												X				

X correspond aux piézomètres devant faire l'objet d'une surveillance semestrielle pour le paramètre considéré  
 Pour chacun de ces piézomètres, sont systématiquement effectuées concomitamment aux prélèvements, les mesures de niveau d'eau ,le pH, l'oxygène dissous, le potentiel d'oxydoréduction, la température, la conductivité.

Un pour être annexé à  
 sans arrêt en date du 05 Juin

Mâcon, le 6 JUIN 2015

Pour le Préfet,

La Secrétaire Générale de la  
 Préfecture de Saône-et-Loire

Catherine SÉGUIN